

RCS : BORDEAUX

Code greffe : 3302

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de BORDEAUX atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1970 B 00299

Numéro SIREN : 470 202 995

Nom ou dénomination : HYPERCOSMOS

Ce dépôt a été enregistré le 15/10/2020 sous le numéro de dépôt 23252

HYPERCOSMOS

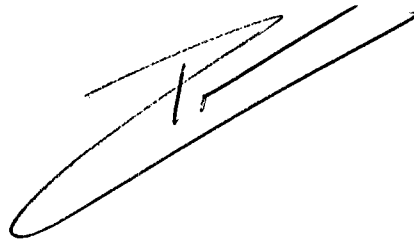
Société par actions simplifiée
au capital de 1 003 640 euros

Siège social : Avenue Descartes Lieudit Berlincan
33160 ST MEDARD EN JALLES
470 202 995 RCS BORDEAUX

BILAN – COMPTE DE RESULTAT – ANNEXE

exercice clos le 31 Janvier 2018

Pour copie certifiée conforme
Le Président

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, overlapping strokes, positioned below the text 'Le Président'.



BILAN

ACTIF	Clôture au 31/01/18 Durée 12 mois			Clôture au 31/01/17 Durée 12 mois
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	74 248 138	33 272 416	40 975 722	42 320 333
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (1)	810 431	448 598	361 832	364 455
CONCESS., BREVETS, DROITS SIMILAIRES	455 225	448 598	6 626	9 249
FONDS COMMERCIAL (1)	157 022		157 022	157 022
IMMOBILISATIONS DIVERSES	198 183		198 183	198 183
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	61 059 711	30 436 019	30 623 692	32 783 326
TERRAINS	3 791 620	222 332	3 569 288	3 595 805
CONSTRUCTIONS	9 971 035	7 358 838	2 612 197	3 014 884
INST TECHN, MATERIEL & OUTILLAGE	10 338 324	8 044 453	2 293 871	2 417 066
IMMOBILISATIONS CORPORELLES DIVERSES	36 832 639	14 810 395	22 022 243	23 512 131
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS	126 091		126 091	243 438
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	12 377 995	2 387 798	9 990 197	9 172 550
PARTICIPATIONS	8 400 808	2 096 643	6 304 164	5 800 678
CREANCES RATTACH. A PARTICIPATIONS	3 739 938	291 155	3 448 783	3 058 410
TITRES IMMOBILISES DIVERS	91 402		91 402	160 428
PRETS	141 962		141 962	149 149
IMMOBILISATIONS FINANCIERES DIVERSES	3 883		3 883	3 883
ACTIF CIRCULANT	35 761 263	73 519	35 687 743	33 397 936
STOCKS ET EN-COURS	12 815 058	43 922	12 771 135	11 792 377
MATIERES PREMIERES, AUTRES APPROV.	111 320		111 320	93 526
MARCHANDISES	12 703 737	43 922	12 659 814	11 698 850
CREANCES D'EXPLOITATION (3)	4 492 823	29 597	4 463 226	4 002 014
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	1 913 269	29 597	1 883 672	1 637 376
AUTRES CREANCES D'EXPLOITATION	2 579 553		2 579 553	2 364 637
CREANCES DIVERSES (3)	7 756 143		7 756 143	4 385 883
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	4 644 515		4 644 515	9 697 598
DISPONIBILITES	5 364 881		5 364 881	2 744 883
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (3)	687 841		687 841	775 180
TOTAL GENERAL	110 009 401	33 345 936	76 663 465	75 718 269
(1) Dont droit au bail			157 022	157 022
(2) Dont à moins d'un an			51 948	14 136
(3) Dont à plus d'un an				



BILAN

PASSIF	Clôture au 31/01/18 Durée 12 mois	Clôture au 31/01/17 Durée 12 mois
CAPITAUX PROPRES	41 690 800	36 649 275
CAPITAL	1 003 640	1 003 640
PRIMES D'EMISSION, DE FUSION, D'APPORT	486 922	486 922
RESERVES	33 977 617	30 765 813
RESERVE LEGALE	100 364	100 364
AUTRES RESERVES	33 877 253	30 665 449
RESULTAT DE L'EXERCICE	5 015 180	3 561 803
PROVISIONS REGLEMENTEES	1 207 440	831 095
<i>RAPPEL CAPITAUX PROPRES</i>	<i>41 690 800</i>	<i>36 649 275</i>
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	2 085 849	1 952 000
PROVISIONS POUR RISQUES	2 085 849	1 952 000
DETTES (1)	32 886 816	37 116 994
DETTES FINANCIERES (2)	13 281 778	17 781 810
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETS DE CREDIT (2)	11 605 337	16 023 955
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS	1 676 441	1 757 854
DETTES D'EXPLOITATION	18 795 140	18 231 857
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	11 918 842	10 673 685
DETTES FISCALES ET SOCIALES	6 577 936	7 188 889
AUTRES DETTES D'EXPLOITATION	298 361	369 281
DETTES DIVERSES	174 047	431 224
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES	24 349	27 131
ETAT : IMPOTS SUR LES BENEFICES		278 618
AUTRES DETTES DIVERSES	149 698	125 474
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	635 849	672 103
TOTAL GENERAL	76 663 465	75 718 269
(1) Dont à plus d'un an	8 329 867	12 952 689
Dont à moins d'un an	24 556 949	24 013 477
(2) Dont concours bancaires & soldes créditeurs de banques	13 176	



COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 31/01/18 Durée 12 mois	Clôture au 31/01/17 Durée 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	166 944 250	164 261 220
VENTES DE MARCHANDISES	159 910 030	157 222 763
PRODUCTION VENDUE (BIENS)	166 480	142 755
PRODUCTION VENDUE (SERVICES)	1 763 658	1 531 025
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES	161 840 169	158 896 544
REPRISES SUR PROVISIONS	155 390	176 153
TRANSFERTS DE CHARGES	1 464 497	1 598 311
AUTRES PRODUITS	3 484 194	3 590 210
CHARGES D'EXPLOITATION	159 617 636	156 188 248
ACHATS DE MARCHANDISES	123 467 831	119 353 943
VARIATION DES STOCKS	(955 858)	281 236
ACHATS DE MATIERES ET AUTRES APPROVISIONNEMENTS	363 825	225 206
VARIATION DES STOCKS	(17 794)	(5 105)
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES (*)	12 165 327	12 269 672
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	3 621 400	3 628 191
SALAIRES ET TRAITEMENTS	12 514 811	12 062 960
CHARGES SOCIALES	4 719 660	4 641 794
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS	3 526 716	3 586 285
DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR ACTIF CIRCULANT	58 920	117 981
AUTRES CHARGES	152 796	26 082
RESULTAT D'EXPLOITATION	7 326 613	8 072 971
QUOTES-PARTS DE RESULTAT SUR OPER FAITES EN COMMUN		
BENEFICE OU PERTE TRANSFERE	3 539	
PRODUITS FINANCIERS	128 084	225 541
PARTICIPATIONS	2 236	3 829
VALEURS MOBILIERES ET CREANCES DE L'ACTIF IMMOBILISE	208	235
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES DIVERS	125 640	221 478
PRODUITS NETS SUR CESSIONS VAL MOBILIERES PLACEMENT		
CHARGES FINANCIERES	239 320	320 466
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	239 320	320 466
RESULTAT FINANCIER	(111 235)	(94 924)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	7 218 917	7 978 046



COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 31/01/18 Durée 12 mois	Clôture au 31/01/17 Durée 12 mois
PRODUITS EXCEPTIONNELS	452 234	4 791
SUR OPERATIONS DE GESTION		4 700
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	400 234	91
REPRISES SUR PROVISIONS	52 000	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	733 754	440 891
SUR OPERATIONS DE GESTION	5 396	10 636
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	166 163	1 910
DOTATIONS AUX PROVISIONS REGLEMENTEES	376 344	376 344
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	185 849	52 000
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(281 519)	(436 100)
PARTICIPATION DES SALARIES	1 067 200	1 176 670
IMPOTS SUR LES BENEFICES	855 018	2 803 473
<i>Total des produits</i>	<i>167 528 108</i>	<i>164 491 554</i>
<i>Total des charges</i>	<i>162 512 928</i>	<i>160 929 750</i>
BENEFICE NET COMPTABLE	5 015 180	3 561 803
* Dont crédit-bail mobilier et immobilier Produits financiers concernant les entreprises liées Charges financières concernant les entreprises liées	98	

ANNEXE

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Il est rappelé que le poste impôts sur les bénéfices de l'exercice précédent intégrait une charge fiscale liée à la sortie du contrat de crédit bail immobilier pour un montant 2 519 938 €.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun événement postérieur à la clôture de l'exercice, pouvant avoir un impact significatif sur les comptes, n'est connu à la date d'arrêté des comptes annuels.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Le bilan et le compte de résultat sont établis conformément aux dispositions légales et pratiques comptables généralement admises, et dans le respect des principes comptables fondamentaux : prudence, continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables et indépendance des exercices.

Les principales méthodes comptables utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles

Les logiciels informatiques sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Les amortissements pour dépréciation sont calculés sur une durée de 1 à 3 ans.

Ils n'ont pas fait l'objet d'amortissement dérogatoire compte tenu de l'absence de caractère significatif.

Le fonds commercial ne fait pas l'objet d'amortissement n'ayant pas de durée de vie limitée.

En application des dispositions du règlement A.N.C. n° 2015-06, un test de dépréciation a été mené sur la valeur du fonds commercial : aucune dépréciation n'a été détectée sur cette valeur, sa valeur actuelle étant supérieure à sa valeur nette comptable.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire, en fonction de la durée d'utilisation prévue, et en accord avec les pratiques professionnelles du secteur d'activité suivantes :

- Constructions :	15 à 20 ans	- Matériel de transport :	1 à 5 ans
- Agencements des constructions :	5 à 15 ans	- Matériel d'exploitation :	2 à 10 ans
- Agencements divers :	3 à 20 ans	- Matériel de bureau :	3 à 10 ans
- Mobilier de bureau :	5 à 10 ans		

Compte tenu de l'absence d'écart significatif avec la dépréciation des immobilisations, l'amortissement dégressif n'a pas fait l'objet d'un retraitement en mode dérogatoire.

L'absence de visibilité sur les cessions de biens conduit à ne pas prendre en compte leurs valeurs résiduelles dans la base de calcul des amortissements.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur actuelle (vénale ou d'usage) est inférieure à la valeur nette comptable.

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est comptabilisée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués au dernier prix de revient connu.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Pour les créances, une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

NOTES RELATIVES A CERTAINS POSTES DU BILAN

Capital

Le capital social se compose de 4 562 de 220 euros.

Fonds commercial

* Droit au bail SOTEM	27 441
* Droit au bail SODIG	121 959
* Droit au bail	7 622
	157 022

Immobilisations

	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	791 707	18 725		810 432
Immobilisations corporelles	60 281 248	1 380 123	601 660	61 059 711
Immobilisations financières - titres	8 057 751	503 486	69 026	8 492 211
Immobilisations financières - créances	3 502 598	390 374	7 187	3 885 785
	72 633 304	2 292 708	677 873	74 248 139

Amortissements	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	427 251	21 348		448 599
Immobilisations corporelles	27 497 921	3 505 369	567 271	30 436 019
	27 925 172	3 526 716 (*)	567 271	30 884 618
(*) Dont dotation : . linéaire		3 526 716		
. dégressive				
. exceptionnelle				

Provisions et dépréciations	DEBUT EXERCICE	DOTATIONS	REPRISES	FIN EXERCICE
Amortissements dérogatoires (1)	831 096	376 345		1 207 440
Autres provisions réglementées				
Provisions pour risques et charges (2)	1 952 000	185 849	52 000	2 085 849
Dépréciations de l'actif immobilisé	2 387 798			2 387 798
Dépréciations de l'actif circulant	169 989	58 920	155 390	73 520
	5 340 883	621 114 (*)	207 390 (*)	5 754 607
(*) Dont : . exploitation		43 923	155 390	
. financier				
. exceptionnel		562 194	52 000	

(1) Les amortissements dérogatoires correspondent à l'étalement des amortissements réintégrés à la fin du crédit bail immobilier.

(2) La reprise sur provision pour risques et charges se ventile comme suit :

- montants repris parce qu'utilisés :	52 000
- montants repris parce que devenus sans objet :	-

Biens pris en crédit-bail **Néant**

Créances : état des échéances	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	A PLUS D'UN AN
Créances de l'actif immobilisé	3 885 785	51 949	3 833 836
Créances d'exploitation	4 492 823	4 492 823	
Créances diverses	7 756 143	7 756 143	
Charges constatées d'avance	687 841	687 841	
	16 822 593	12 988 757	3 833 836

Dettes : état des échéances	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	DE UN A CINQ ANS	A PLUS DE CINQ ANS
Concours bancaires courants	77 069	77 069		
Emprunts bancaires (1)	11 528 269	3 520 438	8 007 831	
Emprunts & dettes financières divers (2)	1 676 441	1 521 116	155 325	
Dettes d'exploitation	18 795 140	18 628 429		166 711
Dettes diverses	174 048	174 048		
Produits constatés d'avance	635 849	635 849		
	32 886 817	24 556 950	8 163 156	166 711

(1) Emprunts auprès des établissements de crédit souscrits en cours d'exercice	-
(1) Emprunts auprès des établissements de crédit remboursés en cours d'exercice	4 416 911
(2) Dont dettes souscrites auprès des associés personnes physiques et morales	925 407

Comptes rattachés et comptes de régularisation

Les charges à payer, produits à recevoir, charges et produits constatés d'avance ne nécessitent pas d'informations particulières.

Valeurs mobilières de placement

Absence de plus ou moins values latentes sur ce poste.

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Chiffre d'affaires

Il provient de l'exploitation d'un hypermarché et se ventile de la façon suivante :

- Ventes de marchandises	159 910 030
- Production vendue (Biens)	166 480
- Production vendue (Services)	1 763 659
	<u>161 840 169</u>

Il est réalisé exclusivement en France.

Ventilation de l'effectif moyen

L'effectif moyen correspond à la moyenne arithmétique des effectifs à la fin de chaque trimestre de l'exercice comptable. Les salariés employés à temps partiel ne sont pas « proratisés » et le personnel intérimaire n'est pas pris en compte. Il se décompose ainsi :

- Cadres	42
- Agents de maîtrise	41
- Employés	<u>414</u>
	497

Rémunérations des dirigeants

Aucune rémunération n'est allouée aux mandataires sociaux.

Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE)

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises.

A cet effet, le CICE 2016, qui s'élève à 580 139 €, a été utilisé pour le financement des efforts de l'entreprise en matière d'investissement.

Pour les salaires versés en 2017, il a été comptabilisé un CICE calculé au taux de 7 % sur les salaires inférieurs à 2,5 fois le SMIC, ainsi qu'un produit à recevoir sur les salaires versés en janvier 2018 au taux de 6%.

L'impact de ce crédit d'impôt sur le compte de résultat se traduit par une réduction du poste « charges sociales » pour un montant de 686 376 €.

Résultat exceptionnel	Charges	Produits
Cession immobilisations corporelles	34 962	5 502
Cession immobilisations financières (fusion ISSYLEC-SCASO)	69 026	394 733
Reprise provision pour risques		52 000
Pénalités et amendes	1 507	
Autres charges exceptionnelles	66 066	
Dotations aux amortissements dérogatoires	376 345	
Dotations provision pour risques suite contrôle fiscal	185 849	
	733 754	452 235

Participation des salariés

Dans ce poste, figurent les sommes comptabilisées au titre de :

- La participation des salariés (ordonnance du 21/10/1986)	166 711
- L'intéressement des salariés (loi du 07/11/1990)	900 489
	1 067 200

Taux de l'impôt sur les bénéfices

Le poste Impôt sur les bénéfices comprend une charge d'impôt sur les sociétés calculée au taux de droit commun majorée de la contribution sociale de 3.3 %. Il est diminué du montant des crédits d'impôts.

Intégration fiscale

La société fait partie du groupe d'intégration fiscale de la société mère SOFILE.

La charge d'impôt comptabilisée est égale à celle qu'elle aurait supportée en l'absence d'intégration fiscale.

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

- Impôt concernant le résultat courant avant impôts	1 657 142
- Impôt concernant le résultat exceptionnel (participation des salariés incluse)	802 125
	<u>855 017</u>

Situation fiscale latente

Impôt sur les sociétés payé d'avance provenant des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable de produits ou de charges :

- Situation au début de l'exercice (au taux de 33 1/3 %)	21 043
- Situation à la fin de l'exercice (au taux de 33 1/3 %)	2 059

AUTRES INFORMATIONS**Dettes garanties par des sûretés réelles**

L'ensemble des emprunts à moyen ou long terme contractés auprès d'établissements de crédit est garanti par des sûretés réelles (nantissements du fonds de commerce).

Engagements financiers

	DONNES	RECUS
Cautions, avals, garanties concernant les filiales	2 759 090	-
Cautions, avals, garanties concernant des sociétés de même enseigne	10 096 768	-

Engagements de retraite

Les engagements de retraite résultent de l'application de la convention collective du commerce de détail.

Ils n'ont pas fait l'objet d'une provision comptabilisée au bilan.

Une estimation de ces engagements est donnée ci-après en retenant tous les salariés.

Les hypothèses de calcul sont les suivantes :

- départ uniforme de tous les salariés à l'âge de 62 ans, de façon volontaire ;
- calcul pour tous les salariés présents à la date de clôture de l'exercice social ;
- exclusion des dirigeants et mandataires sociaux en l'absence d'engagements formels ;
- valorisation établie à la date de clôture de l'exercice ;
- calcul effectué sur la base du salaire brut moyen mensuel ;
- évolution annuelle des rémunérations brutes : + 1,5 % (*) ;
- taux d'actualisation annuel à la clôture de l'exercice : 2.5 % (*) ;
- montant déterminé avec incidence des charges sociales et fiscales (taux moyen retenu : 34 %) ;
- critère de turn-over du personnel : INSEE 2017 ;
- table de mortalité : Faible.

(*) Le taux d'inflation et le taux d'actualisation ont été fixés en considération de l'ancienneté moyenne des salariés lors du départ à la retraite.

Le montant des indemnités ainsi déterminé s'élève à environ..... 1 191 961 €

Filiales & participations à plus de 50 %	SOFILE DISTRIBUTION 34 Avenue Descartes 33160 ST MEDARD EN JALLES	SOCIGA 34 Avenue Descartes 33160 ST MEDARD EN JALLES	SOFILE MEDIA 34 Avenue Descartes 33160 ST MEDARD EN JALLES	SOFILE VOYAGE 34 Avenue Descartes 33160 ST MEDARD EN JALLES
Capitaux propres	7 315	-353 650	-266 642	712 285
Quote-part du capital détenu	100%	99.92%	100%	100%
Résultat du dernier exercice clos	-	-113 547	-44 225	27 691

Société établissant des comptes consolidés

Les présents comptes annuels sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale par la société :

S.A.S. SOFILE

34, Avenue René Descartes

33160 SAINT MEDARD EN JALLES

R.C.S. : Bordeaux 392 776 274

Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes concernent exclusivement la mission d'audit légal des comptes annuels.

HYPERCOSMOS
Société par actions simplifiée
au capital de 1 003 640,00 euros
Siège social : Avenue Descartes Lieudit Berlincan
33160 ST MEDARD EN JALLES
470 202 995 RCS BORDEAUX

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 18 JUILLET 2018

AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE CLOS LE 31 JANVIER 2018

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale **décide d'affecter** le résultat bénéficiaire s'élevant à 5.015.180,31 euros de la manière suivante :

ORIGINE

Résultat de l'exercice 5.015.180,31 euros

AFFECTATION

Réserves

Autres réserves 5.015.180,31 euros

Total 5.015.180,31 euros 5.015.180,31 euros

RAPPEL DES DIVIDENDES DISTRIBUES

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, l'Assemblée Générale **prend acte** que les sommes distribuées à titre de dividendes, pour les trois précédents exercices, ont été les suivantes :

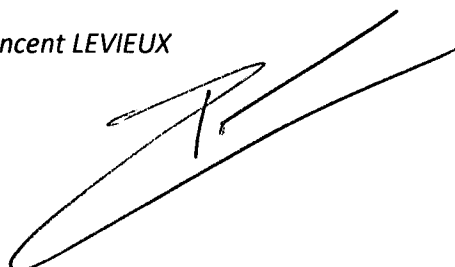
Exercice clos le	Revenus éligibles à l'abattement		Revenus non éligibles à l'abattement
	Dividendes	Autres revenus distribués	
31 janvier 2017	350.000 €		
31 janvier 2016	350.000 €		
31 janvier 2015	300.000 €		

Cette résolution, mise aux voix est approuvée à l'unanimité.

Pour copie certifiée conforme

Le Président

Monsieur Vincent LEVIEUX





KPMG AUDIT SUD-OUEST
224 rue Carmin
CS 17610
31676 Labège Cedex
France

Téléphone : +33 (0)5 82 52 52 52
Télécopie : +33 (0)5 82 52 52 51
Site internet : www.kpmg.fr

Adresse de correspondance

11 rue Archimède
Domaine de Pelus
33692 Mérignac Cedex
France

Téléphone : +33 (0)5 56 42 43 44
Télécopie : + 33 (0)5 56 42 43 80

HYPERCOSMOS S.A.S.

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 janvier 2018

HYPERCOSMOS S.A.S.

Avenue Descartes - Lieu dit Berlincan - 33160 Saint-Médard-en-Jalles

Ce rapport contient 17 pages

KPMG Audit Sud-Ouest,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse

Société par actions simplifiée
inscrite à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Toulouse.

Siège social :
KPMG Audit Sud-Ouest
224 Rue Carmin
31676 Labège Cedex
Capital 200 000 €
Code APE 8820Z
512 802 588 R.C.S. Toulouse
TVA Union Européenne
FR 95 51 28 02 588



KPMG AUDIT SUD-OUEST
224 rue Carmin
CS 17610
31676 Labège Cedex
France

Téléphone : +33 (0)5 82 52 52 52
Télécopie : +33 (0)5 82 52 52 51
Site internet : www.kpmg.fr

HYPERCOSMOS S.A.S.

Siège social : Avenue Descartes - Lieu dit Berlincan - 33160 Saint-Médard-en-Jalles
Capital social : € 1.003.640

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 janvier 2018

A l'attention de l'assemblée générale de la société HYPERCOSMOS S.A.S.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société HYPERCOSMOS S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31 janvier 2018 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} février 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne la valorisation des stocks.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

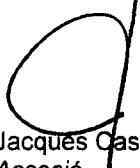


HYPERCOSMOS S.A.S.
Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Mérignac, le 17 juillet 2018

KPMG Audit Sud-Ouest



Jacques Castaings
Associé

BILAN

ACTIF	Clôture au 31/01/18 Durée 12 mois			Clôture au 31/01/17 Durée 12 mois
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	74 248 138	33 272 416	40 975 722	42 320 333
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (1)	810 431	448 598	361 832	364 455
CONCESS., BREVETS, DROITS SIMILAIRES	455 225	448 598	6 626	9 249
FONDS COMMERCIAL (1)	157 022		157 022	157 022
IMMOBILISATIONS DIVERSES	198 183		198 183	198 183
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	61 059 711	30 436 019	30 623 692	32 783 326
TERRAINS	3 791 620	222 332	3 569 288	3 595 805
CONSTRUCTIONS	9 971 035	7 358 838	2 612 197	3 014 884
INST TECHN, MATERIEL & OUTILLAGE	10 338 324	8 044 453	2 293 871	2 417 066
IMMOBILISATIONS CORPORELLES DIVERSES	36 832 639	14 810 395	22 022 243	23 512 131
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS	126 091		126 091	243 438
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	12 377 995	2 387 798	9 990 197	9 172 550
PARTICIPATIONS	8 400 808	2 096 643	6 304 164	5 800 678
CREANCES RATTACH. A PARTICIPATIONS	3 739 938	291 155	3 448 783	3 058 410
TITRES IMMOBILISES DIVERS	91 402		91 402	160 428
PRETS	141 962		141 962	149 149
IMMOBILISATIONS FINANCIERES DIVERSES	3 883		3 883	3 883
ACTIF CIRCULANT	35 761 263	73 519	35 687 743	33 397 936
STOCKS ET EN-COURS	12 815 058	43 922	12 771 135	11 792 377
MATIERES PREMIERES, AUTRES APPROV.	111 320		111 320	93 526
MARCHANDISES	12 703 737	43 922	12 659 814	11 698 850
CREANCES D'EXPLOITATION (3)	4 492 823	29 597	4 463 226	4 002 014
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	1 913 269	29 597	1 883 672	1 637 376
AUTRES CREANCES D'EXPLOITATION	2 579 553		2 579 553	2 364 637
CREANCES DIVERSES (3)	7 756 143		7 756 143	4 385 883
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	4 644 515		4 644 515	9 697 598
DISPONIBILITES	5 364 881		5 364 881	2 744 883
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (3)	687 841		687 841	775 180
TOTAL GENERAL	110 009 401	33 345 936	76 663 465	75 718 269
(1) Dont droit au bail			157 022	157 022
(2) Dont à moins d'un an			51 948	14 136
(3) Dont à plus d'un an				

BILAN

PASSIF	Clôture au 31/01/18 Durée 12 mois	Clôture au 31/01/17 Durée 12 mois
CAPITAUX PROPRES	41 690 800	36 649 275
CAPITAL	1 003 640	1 003 640
PRIMES D'EMISSION, DE FUSION, D'APPORT	486 922	486 922
RESERVES	33 977 617	30 765 813
RESERVE LEGALE	100 364	100 364
AUTRES RESERVES	33 877 253	30 665 449
RESULTAT DE L'EXERCICE	5 015 180	3 561 803
PROVISIONS REGLEMENTEES	1 207 440	831 095
RAPPEL CAPITAUX PROPRES	41 690 800	36 649 275
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	2 085 849	1 952 000
PROVISIONS POUR RISQUES	2 085 849	1 952 000
DETTES (1)	32 886 816	37 116 994
DETTES FINANCIERES (2)	13 281 778	17 781 810
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETS DE CREDIT (2)	11 605 337	16 023 955
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS	1 676 441	1 757 854
DETTES D'EXPLOITATION	18 795 140	18 231 857
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	11 918 842	10 673 685
DETTES FISCALES ET SOCIALES	6 577 936	7 188 889
AUTRES DETTES D'EXPLOITATION	298 361	369 281
DETTES DIVERSES	174 047	431 224
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES	24 349	27 131
ETAT : IMPOTS SUR LES BENEFICES		278 618
AUTRES DETTES DIVERSES	149 698	125 474
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	635 849	672 103
TOTAL GENERAL	76 663 465	75 718 269
(1) Dont à plus d'un an	8 329 867	12 952 689
Dont à moins d'un an	24 556 949	24 013 477
(2) Dont concours bancaires & soldes créditeurs de banques	13 176	

COMPTE DE RESULTAT

APRES RETRAITEMENTS

	Clôture au 31/01/18 Durée 12 mois	Clôture au 31/01/17 Durée 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	166 944 250	164 621 612
VENTES DE MARCHANDISES	159 910 030	159 907 698
PRODUCTION VENDUE (BIENS)	166 480	142 755
PRODUCTION VENDUE (SERVICES)	1 763 658	3 547 752
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES	161 840 169	163 598 206
REPRISES SUR PROVISIONS	155 390	176 153
TRANSFERTS DE CHARGES	1 464 497	788 382
AUTRES PRODUITS	3 484 194	58 870
CHARGES D'EXPLOITATION	159 617 636	156 548 641
ACHATS DE MARCHANDISES	123 418 416	119 320 980
VARIATION DES STOCKS	(955 858)	281 236
ACHATS DE MATIERES ET AUTRES APPROVISIONNEMENTS	413 240	326 633
VARIATION DES STOCKS	(17 794)	(5 105)
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES (*)	12 165 327	12 561 600
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	3 621 400	3 628 191
SALAIRES ET TRAITEMENTS	12 514 811	12 062 960
CHARGES SOCIALES	4 719 660	4 641 794
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS	3 526 716	3 586 285
DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR ACTIF CIRCULANT	58 920	117 981
AUTRES CHARGES	152 796	26 082
RESULTAT D'EXPLOITATION	7 326 613	8 072 971
QUOTES-PARTS DE RESULTAT SUR OPER FAITES EN COMMUN		
BENEFICE OU PERTE TRANSFERE	3 539	
PRODUITS FINANCIERS	128 084	225 541
PARTICIPATIONS	2 236	3 829
VALEURS MOBILIERES ET CREANCES DE L'ACTIF IMMOBILISE	208	235
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES DIVERS	125 640	221 478
PRODUITS NETS SUR CESSIONS VAL MOBILIERES PLACEMENT		
CHARGES FINANCIERES	239 320	320 466
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	239 320	320 466
RESULTAT FINANCIER	(111 235)	(94 924)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	7 218 917	7 978 046

COMPTE DE RESULTAT

APRES RETRAITEMENTS

	Clôture au 31/01/18 Durée 12 mois	Clôture au 31/01/17 Durée 12 mois
PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION SUR OPERATIONS EN CAPITAL REPRISES SUR PROVISIONS	452 234 400 234 52 000	4 791 4 700 91
CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATIONS DE GESTION SUR OPERATIONS EN CAPITAL DOTATIONS AUX PROVISIONS REGLEMENTEES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	733 754 5 396 166 163 376 344 185 849	440 891 10 636 1 910 376 344 52 000
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(281 519)	(436 100)
PARTICIPATION DES SALAIRES	1 067 200	1 176 670
IMPOTS SUR LES BENEFICES	855 018	2 803 473
<i>Total des produits</i>	<i>167 528 108</i>	<i>164 851 946</i>
<i>Total des charges</i>	<i>162 512 928</i>	<i>161 290 142</i>
BENEFICE NET COMPTABLE	5 015 180	3 561 803
* Dont crédit-bail mobilier et immobilier Produits financiers concernant les entreprises liées Charges financières concernant les entreprises liées	98	

ANNEXE

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Il est rappelé que le poste impôts sur les bénéfices de l'exercice précédent intégrait une charge fiscale liée à la sortie du contrat de crédit bail immobilier pour un montant 2 519 938 €.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun événement postérieur à la clôture de l'exercice, pouvant avoir un impact significatif sur les comptes, n'est connu à la date d'arrêté des comptes annuels.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/01/2018 ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 et des règlements ANC n°2015-06 et 2016-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) homologués par arrêté ministériel du 26 décembre 2016.

Les principales méthodes comptables utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles

Les logiciels informatiques sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Les amortissements pour dépréciation sont calculés sur une durée de 1 à 3 ans.

Ils n'ont pas fait l'objet d'amortissement dérogatoire compte tenu de l'absence de caractère significatif.

Le fonds commercial ne fait pas l'objet d'amortissement n'ayant pas de durée de vie limitée.

En application des dispositions du règlement A.N.C. n° 2015-06, un test de dépréciation a été mené sur la valeur du fonds commercial : aucune dépréciation n'a été détectée sur cette valeur, sa valeur actuelle étant supérieure à sa valeur nette comptable.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire, en fonction de la durée d'utilisation prévue, et en accord avec les pratiques professionnelles du secteur d'activité suivantes :

- Constructions :	15 à 20 ans	- Matériel de transport :	1 à 5 ans
- Agencements des constructions :	5 à 15 ans	- Matériel d'exploitation :	2 à 10 ans
- Agencements divers :	3 à 20 ans	- Matériel de bureau :	3 à 10 ans
- Mobilier de bureau :	5 à 10 ans		

Compte tenu de l'absence d'écart significatif avec la dépréciation des immobilisations, l'amortissement dégressif n'a pas fait l'objet d'un retraitement en mode dérogatoire.

L'absence de visibilité sur les cessions de biens conduit à ne pas prendre en compte leurs valeurs résiduelles dans la base de calcul des amortissements.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur actuelle (vénale ou d'usage) est inférieure à la valeur nette comptable.

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est comptabilisée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués au dernier prix de revient connu.

La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Pour les créances, une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

NOTES RELATIVES A CERTAINS POSTES DU BILAN

Capital

Le capital social se compose de 4 562 actions de 220 euros. Les 4 562 actions se décomposent en 3362 actions ordinaires et 1200 actions en priorité.

Fonds de commerce et immobilisations incorporelles

Droit au bail SOTEM	27 441
Droit au bail SODIG	121 959
Droit au bail DIPAL	121 959
Eléments incorporels Ménager	76 225
Droit au bail	7 622
	355 206

Immobilisations	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	791 707	18 725		810 432
Immobilisations corporelles	60 281 248	1 380 123	601 660	61 059 711
Immobilisations financières - titres	8 057 751	503 486	69 026	8 492 211
Immobilisations financières - créances	3 502 598	390 374	7 187	3 885 785
	72 633 304	2 292 708	677 873	74 248 139

Amortissements	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	427 251	21 348		448 599
Immobilisations corporelles	27 497 921	3 505 369	567 271	30 436 019
	27 925 172	3 526 716 (*)	567 271	30 884 618
(*) Dont dotation : . linéaire		3 526 716		
. dégressive				
. exceptionnelle				

Provisions et dépréciations	DEBUT EXERCICE	DOTATIONS	REPRISES	FIN EXERCICE
Amortissements dérogatoires (1)	831 096	376 345		1 207 440
Autres provisions réglementées				
Provisions pour risques et charges (2)	1 952 000	185 849	52 000	2 085 849
Dépréciations de l'actif immobilisé	2 387 798			2 387 798
Dépréciations de l'actif circulant	169 989	58 920	155 390	73 520
	5 340 883	621 114 (*)	207 390 (*)	5 754 607
(*) Dont : . exploitation		43 923	155 390	
. financier				
. exceptionnel		562 194	52 000	

(1) Les amortissements dérogatoires correspondent à l'étalement des amortissements réintégrés à la fin du crédit bail immobilier.

(2) La reprise sur provision pour risques et charges se ventile comme suit :

- montants repris parce qu'utilisés : 52 000
- montants repris parce que devenus sans objet : -

Biens pris en crédit-bail

Néant

Créances : état des échéances

	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	A PLUS D'UN AN
Créances de l'actif immobilisé	3 885 785	51 949	3 833 836
Créances d'exploitation	4 492 823	4 492 823	
Créances diverses	7 756 143	7 756 143	
Charges constatées d'avance	687 841	687 841	
	16 822 593	12 988 757	3 833 836

Dettes : état des échéances

	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	DE UN A CINQ ANS	A PLUS DE CINQ ANS
Concours bancaires courants	77 069	77 069		
Emprunts bancaires (1)	11 528 269	3 520 438	8 007 831	
Emprunts & dettes financières divers (2)	1 676 441	1 521 116	155 325	
Dettes d'exploitation	18 795 140	18 628 429		166 711
Dettes diverses	174 048	174 048		
Produits constatés d'avance	635 849	635 849		
	32 886 817	24 556 950	8 163 156	166 711

(1) Emprunts auprès des établissements de crédit souscrits en cours d'exercice

-

(1) Emprunts auprès des établissements de crédit remboursés en cours d'exercice

4 416 911

(2) Dont dettes souscrites auprès des associés personnes physiques et morales

925 407

Comptes rattachés et comptes de régularisation

Dettes financières	29 K€
Fournisseurs et comptes rattachés	1 769 K€
Dettes fiscales et sociales	5 091 K€
Autres dettes	8 K€
Total des charges à payer	6 898 K€
Créances clients et comptes rattachés	1 234 K€
Autres créances	2 020 K€
Valeurs mobilières de placement	35 K€
Total des produits à recevoir	3 289 K€

Les charges constatées d'avance et produits constatés d'avance concernent essentiellement le résultat d'exploitation.

Valeurs mobilières de placement

Absence de plus ou moins values latentes sur ce poste.

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**Chiffre d'affaires et Autres produits**

Le chiffre d'affaires provient de l'exploitation d'un hypermarché et se ventile de la façon suivante :

- Ventes de marchandises	159 910 030
- Production vendue (Biens)	166 480
- Production vendue (Services)	1 763 659
	161 840 169

Les autres produits se décomposent ainsi :

- Loyers de la galerie marchande	3 443 781
- Autres produits	40 413
	3 484 194

Le chiffre d'affaires est réalisé exclusivement en France.

Les produits de la galerie marchande qui figurent sur la ligne Autres produits étaient classés en chiffre d'affaires l'exercice précédent.

Transferts de charges

- Refacturation de charges locatives	764 716
- Refacturation de charges publicitaires	271 125
- Remboursement de charges de formation	133 781
- Autres	294 875
	1 464 497

Ventilation de l'effectif moyen

L'effectif moyen correspond à la moyenne arithmétique des effectifs à la fin de chaque trimestre de l'exercice comptable. Les salariés employés à temps partiel ne sont pas « proratisés » et le personnel intérimaire n'est pas pris en compte. Il se décompose ainsi :

- Cadres	42
- Agents de maîtrise	41
- Employés	414
	497

Rémunérations des dirigeants

La rémunération des organes de direction n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE)

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises.

A cet effet, le CICE 2016, qui s'élève à 580 139 €, a été utilisé pour le financement des efforts de l'entreprise en matière d'investissement.

Pour les salaires versés en 2017, il a été comptabilisé un CICE calculé au taux de 7 % sur les salaires inférieurs à 2,5 fois le SMIC, ainsi qu'un produit à recevoir sur les salaires versés en janvier 2018 au taux de 6%.

L'impact de ce crédit d'impôt sur le compte de résultat se traduit par une réduction du poste « charges sociales » pour un montant de 686 376 €.

Résultat exceptionnel	Charges	Produits
Cession immobilisations corporelles	34 962	5 502
Cession immobilisations financières (fusion ISSYLEC-SCASO)	69 026	394 733
Reprise provision pour risques		52 000
Pénalités et amendes	1 507	
Autres charges exceptionnelles	66 066	
Dotations aux amortissements dérogatoires	376 345	
Dotations provision pour risques suite contrôle fiscal	185 849	
	733 754	452 235

Participation des salariés

Dans ce poste, figurent les sommes comptabilisées au titre de :

- La participation des salariés (ordonnance du 21/10/1986)	166 711
- L'intéressement des salariés (loi du 07/11/1990)	900 489
	1 067 200

Taux de l'impôt sur les bénéfices

Le poste Impôt sur les bénéfices comprend une charge d'impôt sur les sociétés calculée au taux de droit commun majorée de la contribution sociale de 3.3 %. Il est diminué du montant des crédits d'impôts.

Intégration fiscale

La société est intégrée fiscalement dans le groupe constitué par la société SOFILE, tête de groupe, et ses filiales directes et indirectes. La société verse à SOFILE, à titre de contribution au paiement de l'impôt sur les sociétés du groupe, une somme égale à l'impôt qui aurait grevé son résultat de l'exercice si elle était imposable distinctement, déduction faite par conséquent de l'ensemble des droits à imputation dont la société aurait bénéficié en l'absence d'intégration. L'éventuelle économie d'impôt, égale à la différence entre la somme des impôts qui auraient dû être versés par chacune des sociétés du groupe prise séparément et l'impôt versé à raison du résultat d'ensemble, est réalisée par SOFILE.

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

- Impôt concernant le résultat courant avant impôts	1 593 148
- Impôt concernant le résultat exceptionnel (participation des salariés incluse)	-738 131
	855 017

Le montant de la réduction d'impôt mécénat de l'exercice s'élève à 481 760 €.

Situation fiscale latente

		Début	Fin	Variation
Participation des salariés		823 289	166 708	-656 581
Taxe sur les surfaces commerciales – C3S		1 089 697	20 456	-1 069 241
Total base		1 912 986	187 164	-1 725 822
Total I.S.	33.33%	637 662	62 388	-575 274
Total contribution sociale de solidarité des sociétés	3.30%	21 043	2 059	-18 984
Total I.S. et contribution sociale de solidarité des sociétés		658 705	64 447	-594 258

AUTRES INFORMATIONS**Dettes garanties par des sûretés réelles**

L'ensemble des emprunts à moyen ou long terme contractés auprès d'établissements de crédit est garanti par des sûretés réelles (nantissements du fonds de commerce).

Engagements financiers

	DONNÉES	RECUS
Cautions, avals, garanties concernant les filiales	2 759 090	-
Cautions, avals, garanties concernant des sociétés de même enseigne	10 828 025	-

Au titre des exercices antérieurs, le total des abandons de créance consentis et assortis d'une clause de retour à meilleure fortune, s'élève à 1 570 821 euros et concerne SOFILE MEDIA.

Engagements de retraite

Les engagements de retraite résultent de l'application de la convention collective du commerce de détail.

Ils n'ont pas fait l'objet d'une provision comptabilisée au bilan.

Une estimation de ces engagements est donnée ci-après en retenant tous les salariés.

Les hypothèses de calcul sont les suivantes :

- départ uniforme de tous les salariés à l'âge de 62 ans, de façon volontaire ;
- calcul pour tous les salariés présents à la date de clôture de l'exercice social ;
- exclusion des dirigeants et mandataires sociaux en l'absence d'engagements formels ;
- valorisation établie à la date de clôture de l'exercice ;
- calcul effectué sur la base du salaire brut moyen mensuel ;
- évolution annuelle des rémunérations brutes : + 1,5 % (*) ;

- taux d'actualisation annuel à la clôture de l'exercice : 1.8 % (*) ;
- montant déterminé avec incidence des charges sociales et fiscales (taux moyen retenu : 34 %) ;
- critère de turn-over du personnel : INSEE 2017 ;
- table de mortalité : Faible.

(*) Le taux d'inflation et le taux d'actualisation ont été fixés en considération de l'ancienneté moyenne des salariés lors du départ à la retraite.

Le montant des indemnités ainsi déterminé s'élève à environ 1 302 180 €

Tableau des filiales et participations

	Capital	Réserves et RAN avant affectation des résultats	Quota-part du capital détenu	Valeurs nettes comptables des titres détenus	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
SOFILE DISTRIBUTION								
34 Avenue Descartes	8 000	-685	100%	8 000				
33160 ST MEDARD EN JALLES								
SCI SOCIGA								
34 Avenue Descartes	761 250	-1 001 354	99.92%	3 250 276	1 290 579	306 342	-113 547	
33160 ST MEDARD EN JALLES								
SOFILE MEDIA								
34 Avenue Descartes	711 114	-933 531	100%		0 1 708 845	6 285 417	-44 225	
33160 ST MEDARD EN JALLES								
SOFILE VOYAGE								
34 Avenue Descartes	7 622	655 822	100%	7 622	319 169	1 216 764	27 691	
33160 ST MEDARD EN JALLES								

Au titre des exercices antérieurs, le total des abandons de créance consentis et assortis d'une clause de retour à meilleure fortune, s'élève à 1 570 821 euros et concerne SOFILE MEDIA.

Société établissant des comptes consolidés

Les présents comptes annuels sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale par la société :

S.A.S. SOFILE

34, Avenue René Descartes

33160 SAINT MEDARD EN JALLES

R.C.S. : Bordeaux 392 776 274

Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes concernent exclusivement la mission d'audit légal des comptes annuels.